



En hausse

IRLANDE - L'excédent commercial irlandais a atteint un niveau record en 2011, à 44,697 milliards d'euros, soit une hausse de 3% par rapport à l'année précédente, a annoncé, le 16 mars, l'Office central des statistiques. C'est le plus important excédent annuel jamais enregistré.



En baisse

ZURICH - Le canton de Zurich a perdu la moitié de ses millionnaires étrangers, après la suppression du forfait fiscal avantageux qui leur était réservé : 97 sur 201 ont préféré déménager pour d'autres cieux, selon des chiffres publiés, vendredi 16 mars, par les services fiscaux cantonaux.

250

C'est, en milliards d'euros, ce que la corruption devrait coûter en 2012 à l'économie allemande, selon une étude universitaire publiée vendredi 16 mars. En 2011, la part de l'économie souterraine a représenté 13,54% du PIB, à 344,3 milliards d'euros.

« La situation reste fragile » au sein de la zone euro

L'aide aux banques « donne du temps » mais « ne résout pas les problèmes », juge M. Praet, chef économiste de la BCE

Entretien

Peter Praet, 63 ans, est le chef économiste de la Banque centrale européenne depuis janvier. Belge, il est le premier non-Allemand à occuper ce poste... bien que né en Allemagne. Longtemps directeur de la Banque nationale de Belgique, il siège depuis fin 2011 au directoire de la BCE. **Depuis la restructuration de la dette grecque, certains jugent la crise finie. Est-ce votre opinion ?**

Il y a toujours une part d'exagération dans ce genre de propos. Souvenez-vous, en novembre, certains disaient que nous n'avions que dix jours pour sauver l'euro ! Les marchés ne sont plus dans cette quasi-panique, nous avons fait d'importants progrès avec l'opération grecque et les accords de gouvernance européenne. Mais la situation reste fragile. La balle est désormais dans le camp des gouvernements et des banques : à eux de continuer les efforts qu'ils ont entrepris et de respecter les engagements pris.

En deux fois, la BCE a prêté 1 000 milliards d'euros aux banques sur trois ans. Des critiques s'élèvent en Allemagne. N'avez-vous pas créé une dépendance des banques à votre égard ?

Le conseil a été unanime sur la nécessité et le caractère exceptionnel de ces prêts. Le risque était de voir certaines banques ne plus réussir à se refinancer, avec à la clé des ventes d'actifs forcées et à prix cassés, puis un cercle vicieux happant de plus en plus de banques.

L'action de la BCE a permis de mettre un terme à cette situation. La confiance est revenue. Il est important maintenant d'être vigilant, de vérifier que, grâce aux liquidités de la BCE, les banques ne s'installent pas dans un trop grand confort et ne repoussent pas les mesures nécessaires pour regagner la confiance des autres ban-



Peter Praet, chef économiste de la Banque centrale européenne depuis janvier. ANTOINE DOYEN POUR LE MONDE

ques et ainsi redémarrer le marché interbancaire. Cette question d'équilibre et de bon timing se pose pour tous les gouvernements, pas seulement à la Bundesbank. **Étudiez-vous des moyens de retirer une partie de ces liquidités ?**

Nous disposons pour cela d'une panoplie d'instruments. Mais il faut voir comment la situation évolue. Pour l'heure, nous voyons que certaines banques ayant trop de liquidités préfèrent encore les

placer à la BCE plutôt que de les prêter à d'autres. Cet octroi de liquidités a donné du temps, mais il ne résout pas tous les problèmes. Des réformes ont été lancées pour restaurer la confiance, qui vont dans le bon sens et doivent se poursuivre : comme la recapitalisation des banques, la remise en ordre des finances publiques, et l'amélioration de la compétitivité. A chacun de continuer à faire son travail : le nôtre consiste à intervenir au bon

moment, ni trop tôt ni trop tard. **N'est-il pas « immoral » de prêter à 1% à des banques qui, ensuite, achètent des obligations d'Etat ou prêtent à des taux plus élevés ?**

L'essentiel était de rétablir le fonctionnement du marché. Le taux d'intérêt de ces prêts est variable et peut bouger à l'avenir. Étais-je trop généreux ? Si nous avions prêté à des taux punitifs, nos prêts auraient probablement pâti d'un

problème de stigmatisation : seules les banques en très grande difficulté auraient sollicité ces liquidités. Les autres, même en difficulté, auraient alors préféré vendre des actifs plutôt que de se refinancer auprès de la BCE, de peur d'être stigmatisées. Au final, même des établissements ayant indiqué qu'ils ne participeraient pas sont venus via leurs filiales étrangères... **Avez-vous quantifié l'impact de ces prêts sur l'économie réelle ?**

Une chose est sûre : ces prêts répondent surtout au besoin de financement des banques. C'est une condition nécessaire au redémarrage du marché du crédit privé, mais pas suffisante ! Nombre de pays industrialisés ont connu un surendettement du secteur privé avant la crise : la demande de crédit y restera forcément limitée. Cependant, notre dernière enquête interne montre que les perspectives de prêts bancaires se sont améliorées.

En Europe, le débat est vif entre partisans de la rigueur et de la croissance...

Les effets récessionnistes à court terme d'une politique de rigueur existent. Mais il vaut mieux mettre en œuvre ces politiques dès le début d'une crise. Cela fait beaucoup de mesures en une fois, mais permet de ramener la confiance bien plus tôt. Certes, c'est compliqué politiquement et socialement, les sacrifices sont très durs... Mais c'est payant.

Autrement, au pire, on atteint ce que les économistes appellent une situation de « dominance fiscale » : dans ce cas, seule la création monétaire permet de juguler les déficits budgétaires pour éviter l'écroulement du système financier. **N'est-ce pas la politique choisie par les Américains ?**

Pour certains économistes, c'est une solution. Mais le mandat de la BCE nous l'interdit formelle-

ment. Il est illusoire de croire que monétiser la dette par de la création monétaire, de nature inflationniste, est indolore. L'histoire le montre abondamment.

Le mandat de la BCE demande de conserver l'inflation sous les 2%. Or vous prévoyez qu'elle dépassera ce seuil en 2012...

Notre mandat demande une stabilité des prix « à moyen terme ». La question est de savoir si ce dépassement des 2% sera durable, autrement dit si le choc dû aux prix de l'énergie et aux taxes indirectes est transitoire ou permanent. Nous allons donc surveiller de près la transmission de ces hausses de prix sur les salaires, le prix des biens... Pour l'heure, elle semble très faible. Je peux vous assurer que nous ne voyons aucun lien mécanique entre les prêts à trois ans et l'inflation.

La taille du bilan de la BCE a fortement gonflé, avec des actifs déposés par les banques (« collatéraux ») en échange des prêts jugés par certains, notamment en Allemagne, de moindre qualité...

Les risques crédités à l'augmentation de la taille de notre bilan sont très limités. Il faudrait à la fois que les banques fassent défaut et que les garanties qu'elles nous ont apportées soient insuffisantes. Reconnaissez que ce « double défaut » est assez improbable. Par ailleurs, l'élargissement de la gamme des collatéraux éligibles ne signifie pas qu'il s'agit d'actifs de moindre qualité, ce sont notamment des prêts aux PME ou aux consommateurs pas utilisés auparavant. Et lorsque la BCE prête des liquidités contre garantie, elle exige l'ajustement de ces garanties lorsque leur valeur varie et ne finance pas de valeurs insolubles !

PROPOS RECUEILLIS PAR
CLÉMENT LACOMBE,
PHILIPPE LE COEUR
ET AUDREY TONNELIER

Le gouvernement indien impose l'austérité mais est en panne de réformes

Le déficit budgétaire devra être ramené de 5,9% à 5,1% du PIB. La coalition au pouvoir promet malgré tout à la population une aide accrue de l'Etat

Le Dr Pranab arrive avec une pilule amère, titre le quotidien The Hindu, samedi 17 mars, au lendemain de la présentation du budget 2012-2013 du gou-

vernement indien. Car c'est bien un budget d'austérité qu'a dévoilé, vendredi 16 mars, Pranab Mukherjee, le ministre de l'économie et des finances.

Finis les mesures comme l'effacement des dettes des paysans ou les emplois garantis pour toutes les familles rurales. Avec un déficit budgétaire qui atteint 5,9% du PIB,

l'Etat indien doit maîtriser ses dépenses. Or celles-ci ont dérapé avec la hausse du cours du pétrole, qui a alourdi la facture des subventions du prix de l'essence.

Dans le même temps, les privatisations n'ont rapporté que le tiers des revenus escomptés, et les rentrées fiscales ont été moins importantes que prévu, à cause du ralentissement de la croissance.

Le PIB indien devrait enregistrer une hausse de 6,9% au terme de l'année fiscale 2011-2012 qui se termine au 31 mars, soit l'une des pires performances depuis 2003.

Une telle croissance serait bienvenue dans de nombreux pays, mais, en Inde, elle doit dépasser 10% pour faire reculer la pauvreté. Plus de vingt ans après la libéralisation de l'économie, 450 millions d'Indiens vivent encore avec moins de 1 euro par jour.

Le secteur industriel a été particulièrement touché avec seulement 3,9% de croissance attendus. La hausse des exportations a ralenti au cours des six derniers mois, même si elles dépendent moins des marchés occidentaux.

Les investissements et la consommation ont aussi été découragés par le maintien à un niveau élevé des taux d'intérêt pour juguler l'inflation. Celle-ci a ralenti en début d'année à 7%, après avoir dépassé 10% en 2011.

Le budget 2012-2013, qui vise à ramener le déficit à 5,1% du PIB, ne sera pas celui des réformes. Lors de son discours devant le Parlement, M. Mukherjee n'a fait qu'égrainer les nombreuses allocations budgétaires destinées par exemple à lutter contre la malnutrition ou améliorer les infrastructures.

Affaibli

Il a tout juste confirmé que des négociations sont en cours avec les partis de la coalition au pouvoir pour autoriser les géants étrangers de la grande distribution à acquérir jusqu'à 51% du capital d'une enseigne en Inde. La réforme, annoncée en 2011, avait dû être annulée sous la pression de la rue et des alliés du Parti du Congrès.

L'ouverture du secteur du transport aérien aux investissements étrangers à hauteur de 49% est aussi « activement » étudiée. Toutes les compagnies aériennes indiennes, à l'exception d'une seule, enregistrent de lourdes pertes à cause de la hausse des prix du carburant, et de la surcapacité du secteur. Kingfisher Airlines est au bord de la faillite. Elle a dû fermer des lignes et plusieurs de ses comptes ont été gelés par les banques.

Le gouvernement indien est trop affaibli pour lancer de grandes réformes. Le Parti du Congrès,

qui dirige la coalition au pouvoir, est sorti exsangue de plusieurs scandales de corruption et vient de subir de sérieux revers à des élections régionales le mois dernier.

La simple hausse du prix des billets de train, annoncée cette semaine, peut mettre en péril le gouvernement. Mécontente de cette mesure, Mamata Banerjee, la chef du parti (le TMC) auquel appartient le ministre des chemins de fer, Dinesh Trivedi, aurait demandé son départ, mettant la coalition au pouvoir dans l'embarras.

Même en ces temps d'austérité, le gouvernement a trouvé l'astuce pour promettre aux Indiens une aide accrue de l'Etat. Les grands programmes publics, dont une partie des fonds est détournée par la corruption, vont être réformés.

Les subventions sur les prix de l'essence devraient être virées directement sur les comptes des bénéficiaires, et la distribution des engrais, dont le prix de vente est subventionné par l'Etat, sera suivie électroniquement pour qu'ils ne soient pas revendus au marché noir. « Dans chaque crise, il y a une opportunité », s'est félicité M. Mukherjee à la fin de son discours.

JULIEN BOUSSOU
(NEW DELHI, CORRESPONDANCE)

TOUS EN CAMPAGNE

19/03 François Hollande
20/03 Nicolas Sarkozy
21/03 François Bayrou
22/03 Marine Le Pen
23/03 Eva Joly

19-23 mars, 8h10 : 5 jours, 5 candidats
Tous les candidats à l'élection présidentielle à suivre sur France Info et sur franceinfo.fr

france info
L'INFO À VIF